

Imaginons notre monde...
Thème : les services publics

La pandémie a mis en lumière l'insuffisance du service public devant une difficulté de grande envergure. Il est donc nécessaire prendre des mesures concrètes.

Parmi les priorités figure évidemment le **système de santé** :

- Installer des hôpitaux publics de proximité, par exemple à distance inférieure à 15 km de tout point de chaque département. Étudier une organisation d'urgences tenant compte des réalités médicales (comme le délai d'intervention à respecter pour garantir les chances d'un patient) et des fréquences / gravités des événements de santé.
- Recruter des professionnels de santé à tous les niveaux, revaloriser leurs salaires et organiser des conditions (horaires, temps de repos, hygiène, ...) de travail qui assurent leur disponibilité et la sécurité des patients.
- Mettre en place la gratuité intégrale pour tous des soins, ainsi que des hospitalisations en service public ; celles-ci seraient financées par une cotisation assise sur chacune des transactions de l'univers marchand. (Il semble que 2% du montant de toutes les transactions assurerait largement de quoi financer le maintien en bonne santé de tous).

En second lieu, l'**éducation** est considérée comme un point d'amélioration. En effet, la gratuité de la transmission des connaissances et de l'éducation pour tous est proposée, en restaurant un service public d'Éducation et d'Université coiffant toute la durée de vie des personnes. L'université doit devenir universelle et être ouverte aux primo-étudiants et aux volontaires dans toutes les disciplines, y compris non applicables au système de production matérielle ; pour ceci, il est nécessaire de recruter des enseignants massivement.

Concrètement, en France, il est proposé de ne fermer aucune classe mais en ouvrir et recruter des enseignants pour limiter le nombre d'élèves par classe (pas plus de 15 en maternelle et primaire, ramené à 8 dans les zones difficiles), et de remettre à niveau les conditions sanitaires et de sécurité de tous les bâtiments d'enseignement.

En outre recruter des enseignants à tous les niveaux et revaloriser leurs salaires, ouvrir des écoles en milieu rural pour éviter les déplacements des élèves, sont également importants.

La question de "l'école numérique" : l'enseignement à distance par Internet se banalise ; Malgré toutes les critiques qu'on peut faire à l'institution scolaire, il y a du sens à apprendre à plusieurs et il est précieux pour les enfants d'être au contact d'enseignants réels et non virtuels.

Parallèlement, il faut s'interroger sur le problème de la **numérisation de tous les services publics**. Un des enjeux sera d'obtenir que des guichets physiques soient encore ou à nouveau disponibles pour les habitants des villes et des campagnes, dans les gares, à la Sécurité sociale, dans les préfectures et autres administrations. Des batailles mériteraient d'être engagées pour la défense du service postal (essentiel par exemple à la circulation d'idées sans numérique) et le maintien d'un service de téléphone fixe, bon marché et indépendant des abonnements à Internet.

Le service public de **retraite** peut être financé de la façon suivante : pour une partie fixe, uniforme pour tous, tel un "revenu de dignité" à partir d'un certain âge, financé par une taxe sur les

successions, afin que « **le patrimoine de ceux qui s'en vont, assure à la génération des enfants une fin de vie digne, tout en permettant à la génération des petits enfants de créer librement sans porter tout le poids de la survie de leurs parents** ». Pour une partie variable selon le principe actuel de la retraite par répartition, mais avec des cotisations non plafonnées sur les rémunérations, et par contre montant mensuel de retraite reversée plafonnée dans un souci de compatibilité avec une consommation correspondant à une empreinte écologique raisonnable.

En outre, il est nécessaire de rétablir le réseau serré de **transports ferroviaires** en le renationalisant pour tendre à la gratuité des transports locaux ; enfin, revenir à un réseau d'autoroutes nationalisé.

La réflexion est également engagée pour un retour à une **gestion collective des services publics** (eau, énergies, terres agricoles, transports, industries pharmaceutiques ...).